

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1893.

Revision des articles 53, 54, 56, 57 et 58 de la Constitution ⁽¹⁾.

XLVI

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. MELOT.

MESSIEURS,

Parmi les articles de la Constitution que la déclaration du pouvoir législatif a soumis à votre examen, les articles 53, 54, 56, 57, 58 se rapportent à l'organisation du Sénat. C'est sur cette partie de sa tâche que la Commission spéciale, instituée par vous, m'a donné mission de vous présenter ce rapport.

La proposition de reviser ces divers articles n'émane pas d'une même

(1) Déclarations du pouvoir législatif, n° 3, I (*Moniteur* des 23 et 24 mai 1892, n° 144 et 145).

Règlement de procédure, n° 19, II.

Liste des membres de la Commission, n° 20, III.

Propositions de plusieurs Représentants, n° 13, V.

Propositions de plusieurs Représentants, n° 15, VII.

Proposition de revision des art. 52 et 57, n° 22, IX.

Id. id. de l'art. 53, n° 26, XIII.

Id. id. id. 56, n° 27, XIV.

Id. id. id. 57, n° 28, XV.

Id. id. des art. 53 et 56, n° 42, XXIX.

Id. id. de l'art. 56, n° 43, XXX.

Amendement aux propositions relatives à l'art. 56, n° 44, XXXI.

Propositions relatives à la revision de la Constitution, n° 46, XXXIII.

Note relative aux propositions de revision contenues dans le n° 46, XXXIII.

Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives, jusqu'au 14 janvier 1893, n° 55, XLII.

Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives à la date du 30 janvier 1893, n° 57, XLIV.

(2) N° 20, III.

Session extraordinaire de 1892.

initiative. Dans le projet lu à la Chambre des Représentants, le 19 novembre 1890, MM. Janson, Buis et leurs amis, promoteurs de la revision, se bornaient à dire : « Il y a lieu de reviser les articles 47, 53 et 56 de la » Constitution »; ils ne visaient pas les articles 54, 57 et 58. Le 2 février 1892, M. le Ministre des Finances, donnant suite à une intention annoncée, proposa d'étendre aux articles 54 et 58 l'examen et les délibérations des Chambres futures; M. Helleputte et plusieurs de nos collègues déposèrent, le 14 mai 1892, un projet relatif à la revision de l'article 57. La constitution du Sénat se trouve ainsi soumise presque totalement à vos délibérations.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler les motifs par lesquels les auteurs de ces propositions en ont expliqué le dépôt. M. Janson disait, le 27 novembre 1890 : « Notre proposition comprend, en outre, un projet de résolution » visant la revision des articles 53 et 56 de la Constitution. Toute autre » considération à part, il importe que les Chambres nouvelles aient les » mains libres pour mettre l'organisation du Sénat en rapport avec le sys- » tème électoral nouveau. D'excellents esprits ont pensé — et il importe » que ce système puisse être examiné à fond — qu'il serait désirable que la » revision de l'article 47 de la Constitution permit d'assurer au Sénat la » représentation de tous les grands intérêts sociaux. On y arriverait en » modifiant les conditions d'éligibilité, peut-être aussi en constituant pour » l'élection des sénateurs un corps électoral différent de celui qui élit les » députés. En tous cas, il est certain que le cens d'éligibilité ne peut être » maintenu. Il a pour résultat d'écarter de cette assemblée des hommes » d'élite qui se sont illustrés dans l'art, la science, le droit et l'enseignement, » et dont les titres à représenter leurs concitoyens au sein de cette assem- » blée sont indiscutables. »

Dans la lettre qu'il adressait le 30 mars 1891 à la section centrale, M. le Ministre des Finances s'exprimait en ces termes : « En Belgique, on a » soutenu avec une grande force d'arguments que le Sénat devrait consti- » tuer une Chambre représentative des divers intérêts, et ce serait assuré- » ment là une combinaison dont le principe serait excellent. Mais on ne » peut guère espérer que les partis se dépouillent à ce point de leurs riva- » lités et de la préoccupation de leurs tendances politiques, que la pondé- » ration des intérêts puisse être étudiée et arrêtée dans l'esprit d'absolue » justice qui serait nécessaire. Il semble, par contre, que l'on pourrait se » mettre d'accord pour faire élire les sénateurs par les conseils provinciaux, » comme dans les Pays-Bas.... Tout au moins conviendrait-il d'adopter » pour le Sénat un régime électoral analogue à celui qui est en vigueur en » France. Quant à l'éligibilité, au lieu de réduire le cens, ou même de » l'abolir, le Gouvernement tient que mieux vaudrait ajouter aux éligibles » à raison de la fortune, de nouvelles catégories d'éligibles choisis parmi » les personnages distingués par leurs mérites ou par les hautes fonctions » qu'ils remplissent, ou ont remplies. »

Bien qu'elle n'ait pas pris à ce sujet de décision définitivement arrêtée, la section centrale de 1891 a mis en discussion les principes qui seraient appelés à remplacer, pour le Sénat, les conditions actuelles de l'électorat et de l'éligibilité.

D'après la majorité de ses membres, « le corps électoral sénatorial se com-
 » poserait des conseillers provinciaux auxquels seraient adjoints, en nombre
 » au moins égal, des délégués désignés soit par les conseils communaux,
 » soit directement par le corps électoral.... La section centrale estime qu'en
 » ce qui concerne l'éligibilité, il y a lieu de tenir compte de l'action du Code
 » civil sur la division des patrimoines, ainsi que la tendance de plus en plus
 » grande de la grande industrie de faire usage de la société anonyme. Ces
 » deux causes contribuent puissamment à réduire le nombre des contribu-
 » bles payant 1,000 florins d'impôts directs. En somme, la section centrale
 » est d'avis qu'il y aurait lieu de fixer comme suit les conditions d'éligibilité
 » des membres du Sénat : 1° quarante ans d'âge ; 2° cens d'éligibilité
 » réduit à 1,000 francs ; 3° adjonction aux éligibles à raison du cens
 » d'une catégorie d'éligibles choisis parmi les personnes que recommandent
 » la haute situation qu'elles occupent ou les fonctions qu'elles remplissent
 » ou qu'elles ont remplies. » (Rapport de M. de Smet de Naeyer.)

Rappelons encore que dans le débat qui, à la Chambre des Représentants, a précédé la déclaration de revision, plusieurs orateurs ont exprimé leur sentiment sur ces questions importantes ; on peut consulter à ce sujet les *Annales parlementaires*.

C'est dans la lettre de M. le Ministre des Finances à la section centrale, le 30 mars 1891, que nous voyons se produire pour la première fois l'idée de comprendre l'article 54 dans la déclaration de revision. Le 2 février 1892, M. le Ministre en fait la proposition formelle à la Chambre ; les motifs qu'il en donne sont très courts. La règle de cet article pourrait être gênante, dit-il, si l'on venait à donner au Sénat une organisation basée sur la représentation des intérêts : le rapport de la section centrale justifie, dans des termes analogues, le vote, unanimement favorable, des membres de cette section.

Dans le même projet de déclaration déposé le 2 février 1892, le Gouvernement exposait ainsi les motifs de la revision de l'article 58 : « Aux termes
 » de l'article 58, l'héritier présomptif du Roi est sénateur de droit. Le Gou-
 » vernement estime qu'il convient d'accorder, dans les mêmes conditions,
 » ce droit à tous les princes de la famille royale. Il n'est pas de meilleur
 » moyen de former à la vie publique ceux que leur naissance peut appeler
 » au fardeau de la couronne, et la disposition proposée se trouve dans plu-
 » sieurs chartes constitutionnelles. »

A son tour, la section centrale disait dans son rapport : « La section cen-
 » trale, se ralliant aux considérations énoncées dans l'exposé des motifs,
 » adopte, à l'unanimité, la revision de l'article 58, mais sous la réserve que
 » les princes admis à siéger au Sénat devront posséder la qualité de Belges,
 » et que la prérogative dont il est question ne s'étendra pas à ceux d'entre
 » eux qui ne font partie de la famille royale que par alliance. »

L'article 57 déclare que les sénateurs ne reçoivent ni traitement ni indemnité : il a été renvoyé par les Chambres anciennes à votre examen, afin qu'il vous fût possible de procéder à la réorganisation du Sénat de la façon la plus libre. Si l'on supprime le cens d'éligibilité, si l'on constitue le Sénat

sur la base de la représentation des intérêts, si l'on se borne même à créer de nouvelles catégories d'éligibles, il se peut que l'on soit amené à modifier l'article 57 ; celui-ci repose, en effet, sur la présomption de fortune que le cens sénatorial fait naître. C'est ainsi que la proposition de comprendre cet article dans la déclaration de revision a été motivée par plusieurs orateurs dans les séances de la Chambre des Représentants du 10 et du 14 mai 1892.

Les délibérations de votre Commission spéciale ont présenté deux phases successives. Dans la première, le Gouvernement, bien que représenté à nos séances et prenant une part active à la discussion, n'avait pas usé de son initiative et n'avait proposé aucun projet. Il écoutait, observait et s'efforçait sans doute de saisir, au milieu des idées qui s'échangeaient, les éléments d'une entente nécessaire. Puis, après avoir tout entendu, tant à la Commission de la Chambre qu'à celle du Sénat, il arrêta et présenta les formules qui lui paraissaient le plus susceptibles d'obtenir la majorité exigée par la Constitution. De ce mode de procéder, il est résulté que les discussions de la Commission ont eu deux fois les mêmes articles pour objet. C'est ainsi qu'après avoir arrêté tous les principes d'organisation du Sénat dans les séances des 10, 19 et 26 novembre 1892, elle a été amenée à renouveler et compléter ses votes dans la séance du 30 janvier 1892.

Dans les délibérations de votre Commission, les grandes questions qui peuvent être agitées au sujet du Sénat n'ont pas été soulevées ; l'utilité de l'existence du Sénat n'a pas été contestée ; l'expérience de soixante années a prouvé que le Congrès national fut bien inspiré quand, après de longues et vives discussions, il décida, à une grande majorité, la création d'une seconde Chambre ; nul n'a pensé à donner aux pouvoirs du Sénat une autre source que l'élection populaire ; on a été d'accord sur la nécessité de maintenir entre les deux Chambres certaines différences, afin que l'une ne fut pas la reproduction, la doublure de l'autre ; dans tous les projets proposés à la Commission, on a retrouvé, à des degrés divers, cette idée que les deux Chambres ne doivent pas émaner du même corps électoral exerçant son choix entre les mêmes éligibles.

Pour établir une différence entre les deux assemblées, plusieurs systèmes ont été présentés : un d'entre eux change radicalement le caractère du Sénat actuel ; s'il ne lui dénie pas une certaine influence politique, il lui attribue surtout un rôle économique et social ; les autres, moins novateurs, conservent au Sénat son caractère actuel d'assemblée politique ; ils se bornent soit à modifier les conditions de l'éligibilité, soit à changer légèrement ces conditions et la composition du corps électoral qui nomme les sénateurs.

Le premier système ressort des trois propositions signées par M. Feron, visant les articles 53, 54, 56. Bien que, en dehors de M. Feron, les signataires de ces trois propositions ne soient pas les mêmes, nous croyons qu'elles se complètent réciproquement et forment un ensemble. Dans ce système, les membres du Sénat seraient élus directement par le suffrage universel ; les collèges électoraux, organisés par la loi, seraient l'objet d'une double division : territoriale d'une part, fonctionnelle ou professionnelle

d'autre part ; chaque citoyen exercerait le droit de suffrage dans le collège auquel le rattacherait sa fonction, sa profession ou sa situation sociale. On comprend que dès lors les conditions d'éligibilité basées sur le cens ne seraient plus justifiées ; une seule condition spéciale serait exigée des candidats, à savoir, l'âge de trente-cinq ans. La règle stricte de l'article 54, fixant le nombre des sénateurs à la moitié du nombre des représentants, devrait être supprimée ; la loi fixerait le nombre des sénateurs, qui ne pourrait dépasser celui des députés.

Comme on le voit, les grandes lignes du système sont ici seules indiquées : l'organisation tout entière serait laissée à la loi. Quels seraient les groupements ? Comment les divisions fonctionnelles seraient-elles opérées ? Quelle serait l'importance relative des diverses fonctions ou professions ? Quelles seraient les attributions du Sénat ainsi composé ? Tout cela a été laissé dans l'ombre et n'a pas été expliqué.

Les développements donnés à cette proposition devaient, du reste, dans les circonstances où elle se présentait, rester nécessairement brefs. En effet, le principe du suffrage universel avait été discuté à fond à propos de l'article 47 ; le principe de la représentation proportionnelle des intérêts avait été exposé par M. Helleputte à l'occasion de son projet de rédaction de l'article 47.

Ce n'est pas que le système de M. Helleputte et celui de M. Feron se confondent. Dans la pensée de ce dernier (ses autres propositions en font foi), la Chambre des Représentants continuerait à être élue par des corps électoraux, formés par divisions territoriales ; seul le Sénat serait le produit de la représentation des intérêts. Ainsi les deux principes d'après lesquels, selon certains sociologues, la vie des peuples se développe donneraient naissance à deux Chambres qu'ils animeraient de leur esprit. D'un côté tous les citoyens, groupés suivant les circonstances de la vie locale, agissant individuellement, s'inspirant de leurs aspirations politiques, choisiraient les membres de la première Chambre. La mission de celle-ci serait « d'examiner les questions au point de vue de l'intérêt général, commun, qui domine les intérêts particuliers ; elle défendrait l'intérêt général contre la coalition possible de plusieurs intérêts particuliers ». Mais les citoyens n'appartiennent pas seulement aux groupements politiques divers d'un pays : commune, province, nation ; ils appartiennent aussi à un ordre de travail ou de culture sociale, à une fonction sociale ; groupés suivant ces diverses situations, ils participeraient à l'élection des membres de la seconde Chambre, en fixant leurs regards surtout sur l'intérêt de la fonction qu'ils exercent. Et le rôle de cette seconde Chambre consisterait « d'une manière prédominante, dans l'examen des intérêts spéciaux et aboutirait au besoin à une conciliation par des transactions et des concessions réciproques ».

Le sort réservé par votre Commission à ce projet ne pouvait être douteux. Elle avait repoussé, à l'article 47, le suffrage universel ; il ne paraissait pas possible qu'elle l'acceptât à l'article 53 ; elle avait condamné le système de la représentation des intérêts appliqué à l'élection des deux Chambres ; il semblait plus difficile encore de l'admettre pour l'élection du Sénat seulement.

On ne parvient pas, en effet, aisément à comprendre pourquoi le système, s'il est bon, serait exclusivement réservé au Sénat ; qu'attend-on de l'application de ce principe ? Sans doute qu'il combatte, qu'il atténue l'influence brutale du nombre ; mais cette action bienfaisante trouverait assurément son emploi utile dans l'élection de la Chambre des Représentants comme dans l'élection de l'autre Chambre ! Par quelle opération délicate de l'esprit, le citoyen appelé à choisir, le même jour peut-être, ses mandataires aux deux assemblées, parviendra-t-il à s'abstraire dans une élection des considérations qui l'auront guidé dans l'autre ? En outre, quelle irréconciliable antagonisme n'aura-t-on pas fait naître entre les deux assemblées, si l'on réussit à les pénétrer, dans l'examen des problèmes sociaux, d'un esprit différent ! Car les mêmes problèmes sociaux s'offriront nécessairement aux délibérations des deux Chambres ; les mêmes intérêts sociaux réclameront, des deux côtés, des décisions ; les examinera-t-on, dans les deux enceintes, à deux points de vue différents ? Ce sera la guerre ! Partira-t-on au contraire du même point de vue, c'est-à-dire de la considération des multiples intérêts sociaux, tant en eux-mêmes que dans leur conciliation et leur harmonie mutuelle ? Dans ce cas, la représentation des intérêts devient un vain mot ! Ces objections viennent s'ajouter aux motifs qui ont déterminé la Commission à repousser la théorie de M. Helleputte ; un de ces motifs (il suffirait à lui seul) est l'impossibilité pratique de réaliser, dans les conditions actuelles de notre état social, le système de la représentation des intérêts.

Le Congrès national, pour distinguer le Sénat de la Chambre des Représentants, s'est uniquement attaché aux conditions d'éligibilité. Les propositions de M. Hanssens, sur les articles 53 et 56, demandent, au contraire, cette distinction à la composition de deux corps électoraux différents ; cette idée leur est commune avec le système de M. Feron ; mais là s'arrête la ressemblance. Pour M. Hanssens, le Sénat reste avant tout une assemblée politique. Le corps électoral qu'il crée représente les intérêts généraux de la nation. Mais ce corps électoral est une élite composée d'autorités sociales choisies dans la politique, dans les arts, les sciences, les lettres, l'enseignement, la diplomatie, la magistrature, l'armée, les cultes, l'administration, etc. ; on y trouve aussi des délégués élus par l'industrie, le travail, le commerce, l'agriculture, etc. ; on y rencontre, enfin, tous les citoyens payant une somme de 100 francs en impôts directs ; la loi pourrait ajouter de nouvelles catégories d'électeurs à celles que l'auteur énumère. M. Hanssens supprime en revanche le cens sénatorial.

Cette composition du corps électoral est arbitraire ; on n'aperçoit pas les principes qui ont déterminé les choix ou les exclusions de l'auteur ; elle donne indirectement au pouvoir exécutif une influence considérable dans la nomination des sénateurs ; elle offre, enfin, une complication qui ferait d'une élection sénatoriale une opération fort laborieuse. Le projet de M. Hanssens a été rejeté à l'unanimité des voix.

Viennent, enfin, les propositions du Gouvernement ; comme les projets dont nous venons de parler, elles modifient à la fois les articles 53 et 56 de la Constitution ; elles élargissent les conditions de l'éligibilité, et par une

espèce de compensation, restreignent, quant à l'âge, le droit électoral ; elles reproduisent, pour le Sénat, l'obligation du vote qui aurait lieu à la commune.

Au point de vue de l'éligibilité, le Gouvernement proposait trois modifications : d'après son projet, l'âge de quarante ans descendait à trente-cinq ; il suffisait, au lieu de payer 1,000 florins d'impôts directs, ou bien d'avoir occupé certaines hautes fonctions ou situations déterminées par la loi ; ou bien d'être propriétaire d'immeubles situés en Belgique, d'une valeur de 500,000 francs, ou bien de figurer, dans sa province, sur la liste des citoyens les plus imposés, cette liste dressée dans la proportion de 1 à 4,000 habitants ; dans ce dernier cas, on ne pouvait être élu dans tout le royaume, mais dans sa province seulement. Les textes du Gouvernement ont été amendés, dans la forme, par M. de Smet de Naeyer.

Votre Commission avait adopté d'abord, dans la séance du 10 novembre 1892, l'âge de trente-cinq ans ; c'est probablement à ce vote que se référerait la lettre de M. Beernaert, en date du 30 décembre 1892, fixant l'âge de trente-cinq ans. Dans un second examen, des membres ont insisté sur l'utilité de composer le Sénat d'hommes mûrs, pleinement formés par l'expérience de la vie ; ils ont fait observer que cette limite d'âge, garantie de sagesse, n'avait donné lieu à aucun inconvénient ; revenant sur sa première opinion, la Commission a adopté cet avis et maintenu l'âge de quarante ans. Elle a admis aussi l'innovation consistant à considérer comme éligible le propriétaire d'immeubles situés en Belgique, d'une valeur d'au moins 500,000 francs. (10 voix pour, 4 voix contre.) A notre époque, la richesse mobilière ayant pris une extension considérable, entrant pour une part dans la composition de presque toutes les fortunes, le propriétaire d'immeubles ayant une valeur de 500,000 francs est, en général, en possession d'une fortune considérable ; en joignant aux impôts fonciers qu'il paye le montant de sa contribution personnelle, de ses patentes, peut-être, il compte, selon toutes vraisemblances, parmi les citoyens les plus imposés de sa province. Et, cependant, une revision de l'impôt foncier, qui paraît être l'objet des vœux de la plupart, pourrait lui enlever les conditions d'éligibilité ; cette conséquence ne semble pas rationnelle et c'est pour l'éviter que la modification a été adoptée.

Nous pouvons remarquer que jusqu'ici la Commission est restée fidèle aux principes qui ont guidé le Congrès national dans la constitution du Sénat ; le changement opéré est minime et ne sort pas de l'esprit général de l'œuvre. Nous allons voir la Commission s'engager dans une voie légèrement divergente et tendre à modifier la nature des garanties d'indépendance et de stabilité que le Congrès avait cherchées dans la fortune des sénateurs. L'article 56 exige du sénateur le paiement d'une quotité déterminée d'impôts et fixe à 1 sur 6,000 le minimum des éligibles ; votre Commission, d'accord avec le Gouvernement, supprime la détermination de la quotité d'impôts et étend le minimum du nombre à 1 sur 4,000 ; en outre, elle ouvre la porte du Sénat aux citoyens qui ont rempli de hautes fonctions ou occupé de hautes situations. Remarquons, pour l'interprétation

des textes, d'abord que les citoyens les plus imposés sont éligibles seulement dans leur province ; en second lieu, que les grands propriétaires d'immeubles, s'ils se trouvent parmi les plus imposés, seront compris dans la proportion de 1 sur 4,000 habitants, que nous avons indiquée. Aux yeux de la Commission, les grandes fonctions exercées, les hautes situations occupées supposent le mérite ; en réalité, cette présomption se trouve souvent exacte ; et, dans toute société, qu'elle soit aristocratique ou démocratique, le mérite reconnu, appelé au pouvoir et aux honneurs, offre à la sécurité sociale une garantie aussi solide que la naissance ou la fortune. En supprimant l'exigence du paiement de 1,000 florins, votre Commission met le texte de la loi constitutionnel en concordance avec une situation de fait qui existait dans plusieurs provinces ; en étendant à 1 sur 4,000 habitants le nombre des éligibles, déjà accru par l'accession de nouvelles catégories, votre Commission a voulu faciliter le choix des électeurs ; cette disposition apparaît comme une concession faite au progrès de l'idée démocratique. Contrairement à l'opinion du Gouvernement, votre Commission a estimé qu'il est préférable d'inscrire dans la Constitution, au lieu de les abandonner à la loi, les nouvelles catégories d'éligibles ; elle n'entend pas permettre que les concessions qu'elle consent se trouvent dans la suite étendues par un simple acte de la législature ordinaire.

Dans les propositions du Gouvernement, les dispositions nouvelles que nous venons d'analyser trouvaient une compensation, et comme un contre-poids dans la condition d'âge imposée aux électeurs du Sénat : M. le Ministre des Finances fixait à trente-cinq ans l'âge de ces électeurs. A l'appui de cette disposition, on a dit que le rôle naturel du Sénat était de contrôler la Chambre des Représentants, d'opposer sa sagesse et son esprit de conservation aux entraînements possibles de cette assemblée, de lui servir de frein et de s'interposer au besoin entre elle et l'autorité royale, afin d'éviter tout froissement ou tout choc dangereux ; que cette mission devenait d'autant plus nécessaire que la Chambre des Représentants, devenant l'émanation d'une masse d'électeurs plus considérable, serait peut-être tentée de s'attribuer plus de puissance ; qu'au surplus, il fallait corriger, pour le Sénat au moins, l'effet du régime nouveau adopté à l'article 47, par lequel l'âge moyen des électeurs serait abaissé ; que pour assurer un contrôle sérieux, une pondération efficace, il importait d'exiger des électeurs qui nommeraient le Sénat, plus de maturité, plus d'expérience, un esprit de conservation plus éprouvé par l'âge.

Mais, d'un autre côté, on a soutenu que l'autorité du Sénat serait moindre si elle s'appuyait sur un corps électoral moins nombreux, qu'on la fortifiait en élargissant la base sur laquelle elle devait reposer ; que l'on avait à craindre entre les deux chambres des conflits sans issue, au grand détriment de la paix publique, si l'on ne pouvait en appeler à un même juge des résolutions contradictoires que prendraient les deux assemblées ; que l'expérience avait parlé et que, depuis 1831, le Sénat, issu du même corps électoral que la Chambre des Représentants, avait rendu tous les services que le Congrès attendait de son institution.

Cette seconde opinion a triomphé et, par huit voix contre cinq et deux abstentions, la Commission a repoussé la limite d'âge de trente-cinq ans.

Le seul changement apporté au texte de l'article 55 consiste dans la suppression des mots « à raison de la population de chaque province », suppression opérée pour enlever tout obstacle constitutionnel à la représentation proportionnelle.

Comme votre Commission n'a pas fait reposer l'organisation du Sénat sur la base de la représentation des intérêts, il lui a paru inutile d'inscrire à l'article 54 la possibilité d'augmenter le nombre des sénateurs ; elle a repoussé les propositions qui avaient été déposées en ce sens.

La règle nouvelle de l'article 57 s'explique par l'admission de nouvelles catégories d'éligibles.

A l'article 58, le Gouvernement proposait de dire : « A l'âge de dix-huit » ans, l'héritier présomptif du Roi et les autres princes belges de la famille » royale sont de droit sénateurs. Ils n'ont voix délibérative qu'à l'âge de » vingt-cinq ans. » Le texte actuel de la Constitution a été maintenu par 6 voix contre 4 ; quatre membres se sont abstenus.

Le Rapporteur,

ERNEST MELOT.

Le Président,

T. DE LANTSHEERE.



ANNEXE.

Texte actuel de la Constitution.

ART. 53.

Les membres du Sénat sont élus, à raison de la population de chaque province, par les citoyens qui élisent les membres de la Chambre des Représentants.

ART. 54.

Le Sénat se compose d'un nombre de membres égal à la moitié des députés de l'autre Chambre.

ART. 56.

Pour pouvoir être élu et rester sénateur, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation ;
- 2° Jouir de ses droits politiques et civils ;
- 3° Être domicilié en Belgique ;
- 4° Être âgé au moins de quarante ans ;
- 5° Payer en Belgique.

Texte proposé par la Commission.

ART. 53.

Les membres du Sénat sont élus par les citoyens qui élisent les membres de la Chambre des Représentants ; le vote a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

ART. 54.

Maintenu.

ART. 56.

Maintenu.

5° Être propriétaire d'immeubles situés en Belgique d'une valeur d'au moins 500,000 francs.

Sont également éligibles s'ils réunissent les quatre premières conditions mentionnées au présent article.

Dans chaque province, les citoyens de la province les plus imposés dans les proportions d'un sur 4,000 habitants.

Dans tout le royaume, les citoyens appartenant à l'une des catégories suivantes :

- Ministres ;
- Anciens ministres ;
- Ministres d'État.
- Archevêques et évêques diocésains

Texte actuel de la Constitution.

Texte proposé par la Commission.

(culte catholique); pasteur président du consistoire évangélique à Bruxelles; grand rabbin du consistoire israélite à Bruxelles.

Anciens ministres plénipotentiaires ou ministres résidents ayant effectivement rempli ces fonctions;

Ministres plénipotentiaires ou ministres résidents en fonctions, avec obligation d'opter.

Anciens officiers généraux de l'armée ayant rempli effectivement ces fonctions;

Officiers généraux de l'armée, avec obligation d'opter;

Anciens officiers généraux de la garde civique ayant rempli effectivement ces fonctions;

Anciens membres de la Cour de cassation et de son parquet;

Premier président de la Cour de cassation en fonctions, avec obligation d'opter;

Procureur général et avocats généraux près la Cour de cassation en fonctions, avec obligation d'opter;

Conseillers à la Cour de cassation en fonctions, avec obligation d'opter;

Anciens conseillers à la Cour d'appel;

Président d'une Cour d'appel en fonctions, avec obligation d'opter;

Procureur général près d'une Cour d'appel en fonctions, avec obligation d'opter;

Conseiller d'une Cour d'appel depuis douze ans en fonctions, avec obligation d'opter;

Anciens bâtonniers ou bâtonniers de l'ordre des avocats près la Cour de cassation ou près d'une Cour d'appel élus deux fois;

Directeur ou ancien directeur d'une des trois classes de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique;

Président ou ancien président de l'Académie royale de médecine;

Directeur ou ancien directeur de l'Académie royale flamande;

Texte actuel de la Constitution.

Texte proposé par la Commission.

Membres titulaires des diverses académies ci-dessus depuis douze ans ;

Recteurs et professeurs de l'une des quatre universités depuis quinze ans, avec obligation d'opter pour les professeurs de l'enseignement officiel.

Anciens gouverneurs de province ;

Anciens gouverneurs de province en fonctions, avec obligation d'opter ;

Anciens membres d'une députation permanente ayant rempli pendant huit ans leur mandat ;

Membres d'une députation permanente en fonctions, ayant rempli pendant huit ans leur mandat, avec obligation d'opter ;

Ancien secrétaire général d'un ministère ;

Ancien président de la Cour des comptes ;

Président de la Cour des comptes, avec obligation d'opter ;

Conseillers à la Cour des comptes depuis douze années, avec obligation d'opter ;

Président ou ancien président du Conseil supérieur de l'agriculture ;

Président ou ancien président du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce ;

Président du Conseil supérieur du travail ;

Président ou ancien président du Conseil supérieur d'hygiène publique ;

N. B. La liste ci-dessus a été arrêtée par la Commission du Sénat ; elle a été admise, à titre provisoire et sous toutes réserves, par la Commission de la Chambre ; plusieurs membres ont proposé des extensions, d'autres ont réclamé des restrictions.

Art. 57.

Les sénateurs ne reçoivent ni traitement ni indemnité.

Art. 57.

Maintenu.

Ils jouissent du libre parcours dans les

Texte actuel de la Constitution.**Texte proposé par la Commission.****ART. 58.**

A l'âge de dix-huit ans, l'héritier présomptif du Roi est de droit sénateur. Il n'a voix délibérative qu'à l'âge de vingt-cinq ans.

ART. 58.

Maintenu.

mêmes conditions que les membres de la
Chambre des Représentants.



Kamer van Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 24 FEBRUARI 1893.

Herziening van artikelen 53, 54, 56, 57 en 58 der Grondwet ⁽¹⁾.

XLVI

VERSLAG

UIT NAAM DER COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MELOT.

MIJNE HEEREN,

Onder de Grondwetsartikelen die de verklaring der wetgevende macht aan uw onderzoek heeft onderworpen, betreffen artikelen 53, 54, 56, 57 en 58 de inrichting van den Senaat. 't Is over dat gedeelte harer taak dat de

(1) Verklaringen der Wetgevende macht, n^r 5, I (*Staatsblad* van 25 en 24 Mei 1892, N^o 144 en 145.)

Regeling van proceduur, n^r 19, II.

Lijst der leden van de Commissie, n^r 20, III.

Voorstellen van verschillende Volksvertegenwoordigers, n^r 13, V.

Voorstellen van verschillende Volksvertegenwoordigers, n^r 13, VII.

Voorstel tot herziening van art. 52 en 57, n^r 22, IX.

Id. id. id. 53, n^r 26, XIII.

Id. id. id. 56, n^r 27, XIV.

Id. id. id. 57, n^r 28, XV.

Id. id. id. 53, en 56, n^r 42, XXIX.

Id. id. id. 56, n^r 43, XXX.

Amendement aan de voorstellen betreffende art. 56, n^r 44, XXXI.

Voorstellen betreffende de herziening der Grondwet, n^r 46, XXXIII.

Nota betreffende de voorstellen tot herziening, vervat in n^r 46, XXXIII.

Tabel der stemmingen door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmee in verband staan, tot 14 Januari 1893, n^r 53, XLII.

Tabel der stemmingen door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmee in verband staan, tot 30 Januari 1893, n^r 57, XLIV.

(2) N^r 20, III.

Buitengewone zitting van 1892.

door u ingestelde bijzondere Commissie mij gelast heeft verslag uit te brengen.

Het voorstel tot herziening dier verschillende artikelen werd niet door een en hetzelfde lid der Wetgevende Kamers gedaan. In het ontwerp, den 19 november 1890, ter Kamer van Volksvertegenwoordigers gelezen, zegden de heeren Janson, Buls en hunne vrienden, voorstanders der herziening, enkel het volgende : « Er dient overgegaan te worden tot de herziening van artikelen 47, 53 en 56 der Grondwet » ; zij spraken niet over de artikelen 54, 57 en 58. Den 2 februari 1892, deed de heer Minister van Financiën, gevolg gevende aan een aangekondigd inzicht, het voorstel om het onderzoek en de beraadslaging der toekomstige Kamers ook uit te strekken tot de artikelen 54 en 58; de heer Helleputte en verschillende onzer medeleden boden, den 14 mei 1892, een ontwerp aan, betreffende de herziening van artikel 57. Aldus is de samenstelling van den Senaat bijna gansch aan uwe beraadslaging onderworpen.

't Is niet van belang ontbloot de redenen te herinneren waarmede zij, die deze voorstellen deden, ze uitlegden. Den 27 november 1890, zegde de heer Janson : « Ons voorstel bevat daarenboven een ontwerp tot beslissing betreffende de herziening van artikelen 53 en 56 der Grondwet. Alle andere beschouwing ter zijde gelaten, dienen de nieuwe Kamers de handen vrij te hebben om de inrichting van den Senaat te doen overeenstemmen met het nieuw kiesstelsel. Mannen met eenen uitmuntenden geest begaafd hebben gedacht — en dit stelsel dient grondig onderzocht te worden — dat het wenschelijk ware dat de herziening van artikel 47 der Grondwet toeliet in den Senaat de vertegenwoordiging van alle groote maatschappelijke belangen te verzekeren. Daartoe zou men geraken, mits wijziging der voorwaarden tot verkiesbaarheid, wellicht ook mits het inrichten, voor de verkiezing der Senatoren, van een ander korps dan dit hetwelk de Volksvertegenwoordigers verkiest. In elk geval is het stellig dat de cijns voor de verkiesbaarheid niet mag gehandhaafd worden. Hij heeft voor gevolg dat uitstekende mannen, die zich beroemd maakten in kunst, wetenschap, rechten en onderwijs, en die onbetwistbare titels hebben om hunne medeburgers in die vergadering te vertegenwoordigen, er uitgesloten blijven. »

In den brief, welken hij den 30 maart 1891 aan de middenafdeeling stuurde, drukte de heer Minister van Financiën zich uit in de volgende bewoordingen : « In België heeft men met veel kracht van bewijsredenen beweed dat de Senaat eene Kamer zou moeten wezen waarin de verschillende belangen vertegenwoordigd zijn, en voorzeker zou het beginsel van dergelijke regeling uitmuntend wezen. Doch, men mag er niet veel op rekenen dat de partijen in zooverre afstand doen van hare neiging om elkander te bestrijden en van de bezorgdheid harer politieke strekkingen, dat het evenwicht der belangen zou kunnen bestudeerd en vastgesteld worden met den noodigen geest van volstrekte rechtvaardigheid. Integendeel schijnt het dat men het eens zou kunnen worden om de Senatoren door de provinciale raden te doen verkiezen, zooals in Nederland gebeurt...

» Ten minste zou men voor den Senaat een kiesstelsel moeten aannemen in
 » den aard van dat hetwelk in Frankrijk van kracht is. Wat de verkiesbaar-
 » heid betreft, in plaats van den cijns te verminderen of zelfs af te schaffen,
 » acht de Regeering het beter bij degenen die verkiesbaar zijn wegens hun
 » fortuin nieuwe klassen van verkiesbaren te voegen, die gevonden zouden
 » worden onder de personen die zich onderscheiden door hunne verdiensten
 » of de hooge wetenschappelijke ambten die zij bekleeden of bekleed hebben.»

Ofschoon de middenafdeeling van 1891 daarover geene eindbeslissing nam, toch heeft zij beraadslaagd over de beginselen die, voor den Senaat, de tegenwoordige voorwaarden tot kiesrecht en verkiesbaarheid zouden moeten vervangen. Volgens de meerderheid harer leden, « zou het kiezerskorps » voor den Senaat bestaan uit de provinciale raadsheeren, waarbij, in ten » minste een gelijk getal, afgevaardigden zouden gevoegd worden, die aan- » geduid zouden zijn, hetzij door de gemeenteraden, hetzij rechtstreeks » door het kiezerskorps... De middenafdeeling is van oordeel dat men, wat » de verkiesbaarheid betreft, rekening dient te houden met de werking van » het Burgerlijk wetboek op de verdeling der erfgoederen, alsmede met » de immer grooter wordende neiging der groote nijverheid om zich in » naamlooze vennootschappen te vereenigen. Die twee oorzaken dragen er » machtig toe bij om 't getal schatplichtigen die 1,000 gulden rechtstreek- » sche belastingen betalen, te verminderen. De middenafdeeling is, ten » slotte, van oordeel dat men de voorwaarden tot verkiesbaarheid voor » de leden van den Senaat zou moeten bepalen als volgt : 1° veertig jaar » ouderdom ; 2° cijns tot verkiesbaarheid gebracht op 1,000 frank ; 3° toe- » voeging bij degenen die verkiesbaar zijn uit hoofde van den cijns, eener » klas verkiesbaren, genomen onder de personen die zich aanbevelen door » den hoogen stand welken zij bekleeden of het ambt dat zij bekleeden of » bekleed hebben. » (Verslag van den heer de Smet de Naeyer.)

Laat ons ook herinneren dat tijdens de beraadslaging die in de Kamer van Volksvertegenwoordigers de verklaring tot herziening voorafging, verschillende redenaars hun gevoelen over die gewichtige vraagstukken hebben uitgedrukt ; te dien opzichte kan men de *Handelingen der Kamers* raadplegen.

't Is in den brief van den heer Minister van Financiën, den 30 maart 1891 aan de middenafdeeling gezonden, dat voor de eerste maal het denkbeeld voorkomt om ook artikel 54 te begrijpen in de verklaring tot herziening. Den 2 februari 1892, doet de heer Minister aan de Kamer een uitdrukkelijk voorstel in dien zin ; de redenen die hij daartoe opgeeft, zijn heel kort. De regel van dat artikel zou hinderlijk kunnen wezen, zegt hij, indien men den Senaat eene inrichting gaf die gegrond is op de vertegenwoordiging der belangen : het verslag der middenafdeeling rechtvaardigt in soortgelijke bewoordingen de eenparig gunstige stemming door de leden van die afdeeling uitgebracht.

In hetzelfde ontwerp van verklaring, den 2 februari 1892 overgelegd, zette de Regeering de redenen tot herziening van artikel 58 aldus uiteen : « Volgens artikel 58, is de vermoedelijke opvolger des Konings van rechts-

» wege senator. De Regeering is van oordeel dat men, in dezelfde voor-
» waarden, dat recht dient te verleenen aan al de prinsen der koninklijke
» familie. Er is geen beter middel om diegenen tot het openbaar leven op
» te leiden, welke door hunne geboorte kunnen geroepen worden den last
» der kroon te dragen, en de voorgestelde bepaling komt in verschillende
» grondwetten voor. »

Op hare beurt zegde de middenafdeeling in haar verslag : « De midden-
» afdeeling, zich vereenigende met de overwegingen, in de memorie van
» toelichting vervat, neemt bij eenparigheid de herziening van artikel 58
» aan, maar mits voorbehoud dat de prinsen die toegelaten worden om in
» den Senaat te zetelen, de hoedanigheid van Belg moeten bezitten en dat
» bedoeld voorrecht niet zal uitgestrekt worden tot diegenen hunner welke
» maar bij echtvereeniging tot de koninklijke familie behooren. »

Artikel 57 verklaart dat de senatoren noch jaarwedde noch vergoeding
genieten : het werd door de oude Kamers aan uw onderzoek onderworpen,
opdat het u mogelijk zou wezen op de meest vrije wijze over te gaan tot de
herinrichting van den Senaat. Indien men den cijns voor de verkiesbaarheid
afschafft, indien men den Senaat inricht op den grondslag der vertegenwoor-
diging van ed belangen, indien men er zich zelfs bij bepaalt nieuwe klassen
van verkiesbaren te vormen, dan kan het gebeuren dat men artikel 57 zou
moeten wijzigen; immers, het berust op 't vermoeden van fortuin dat de
senatoriale cijns doet ontstaan. Zoo werd het voorstel om dat artikel op te
nemen in de verklaring tot herziening door verschillende redenaars gestaaft
in de zitting der Kamer van Volksvertegenwoordigers van 10 en 14 mei 1892.

De beraadslagingen uwer bijzondere Commissie werden gekenschetst door
twee opvolgende tijdperken. In het eerste, had de Regeering, ofschoon op
onze zittingen vertegenwoordigd en vlijtig deel aan de beraadslaging
nemende, geen gebruik van haar voorrecht gemaakt en geen hoegenaamd
ontwerp voorgesteld. Zij luisterde, nam waar en trachtte ongetwijfeld, te
midden der gewisselde denkbeelden, de middelen tot eene noodige verstand-
houding te vatten. Velvolgens, na alles gehoord te hebben, zoowel in de
Commissie der Kamer als in die van den Senaat, stelde zij de formules vast
die haar het meest geschikt schenen om de door de Grondwet vereischte
meerderheid te verwerven, en bood die formules aan. Dit was oorzaak dat
de beraadslagingen der Commissie tweemaal over dezelfde artikelen liepen.
Zoo kwam het dat zij, na al de grondbeginselen tot inrichting van den
Senaat, in zittingen van 10, 19 en 26 november 1892, vastgesteld te hebben,
er toe gebracht werd hare stemmingen te vernieuwen en volledig te maken
in zitting van 30 januari 1892.

In de beraadslagingen uwer Commissie werden de groote vraagstukken,
die betreffende den Senaat kunnen opgeworpen worden, niet aangeraakt;
het nut van 't bestaan des Senaats werd niet betwist; de ondervin-
ding van zestig jaar heeft bewezen dat het nationaal Congres eene goede
ingeving had toen het, na langdurige en levendige beraadslagingen, met
eene groote meerderheid besliste eene tweede Kamer tot stand te brengen;
niemand heeft er aan gedacht de machten van den Senaat uit eene andere

bron te doen spruiten dan die der volksstemming; men was het er over eens dat het noodig was zeker verschil tusschen beide Kamers te behouden, opdat de eene niet eene herhaling, eene verdubbeling der andere zou wezen; in al de aan de Commissie voorgestelde ontwerpen komt, in verschillenden graad, het denkbeeld terug, dat beide Kamers niet mogen uitgaan van een zelfde kiezerskorps, zijne keus onder dezelfde verkiesbaren uitoefenende.

Verskillende stelsels werden aangeboden om tusschen beide vergaderingen een verschil te maken : een hunner verandert volkomen den aard van den tegenwoordigen Senaat; zoo het hem niet zekeren staatkundigen invloed ontzegt, toch kent het hem vooral eene huishoudkundige en maatschappelijke rol toe ; de andere stelsels, die minder nieuwigheid bevatten, behouden aan den Senaat zijn tegenwoordig karakter van politieke vergadering; zij bepalen er zich bij, hetzij de voorwaarden tot verkiesbaarheid te wijzigen, hetzij lichtelijk die voorwaarden te veranderen, alsmede die van het kiezerskorps dat de senatoren benoemt.

Het eerste stelsel blijkt uit de drie voorstellen, door den heer Feron aangeboden, en de artikelen 53, 54 en 56 betreffende. Ofschoon, behalve de heer Feron, dezelfde leden de drie voorstellen niet onderteekenden, toch denken wij dat zij elkander aanvullen en een geheel uitmaken. Met dat stelsel zouden de leden van den Senaat rechtstreeks bij algemeen stemrecht verkozen worden; de kiescolleges, door de wet ingericht, zouden tweemaal gesplitst worden : van den eenen kant, in eene grondgebiedsafdeeling, van den anderen kant in eene afdeeling volgens de ambten of beroepen; iedere burger zou het stemrecht uitoefenen in het college waaraan hij door zijn ambt, beroep of maatschappelijken stand is gehecht. Derhalve begrijpt men dat de voorwaarden tot verkiesbaarheid, op den cijns gegrond, niet meer gerechtvaardigd zouden zijn; eene enkele bijzondere voorwaarde zou van de kandidaten geëischt worden, te weten : den ouderdom van vijf-en-dertig jaar. De strenge regel van artikel 54, die het getal senatoren bepaalt op de helft van dat der volksvertegenwoordigers, zou moeten afgeschaft worden : de wet zou 't getal senatoren moeten bepalen en dat getal zou niet hooger mogen wezen dan dat der volksvertegenwoordigers.

Zooals men ziet, worden alleen de groote omtrekken van het stelsel hier aangegeven : de gansche inrichting zou aan de wet overgelaten worden. Wat zouden de groepeeringsen zijn? Hoe zou men de beroepsverdeelingen doen? Wat zou het betrekkelijk belang zijn van de verschillende ambten of beroepen? Welke zou de bevoegdheid zijn van den aldus samengestelden Senaat? Dat alles werd in de schaduw gelaten en niet uitgelegd.

De ontwikkelingen, aan dat voorstel gegeven, moesten overigens, gezien de omstandigheden waarin het gedaan werd, noodzakelijk kort wezen. Trouwens, het beginsel van 't algemeen stemrecht werd naar aanleiding van artikel 47 grondig besproken; 't beginsel van de evenredige vertegenwoordiging der belangen was door den heer Helleputte uiteengezet, naar aanleiding van zijn ontwerp tot het opstellen van artikel 47.

Niet dat het stelsel van den heer Helleputte en dat van den heer Feron gelijk zijn. Volgens dezen laatste (dat getuigen zijne andere voorstellen) zou de

Kamer van Volksvertegenwoordigers bij voortduring verkozen worden door kieskorpsen bij grondgebiedsafdeelingen gevormd; de Senaat alleen zou het voortbrengsel zijn van de vertegenwoordiging der belangen. Aldus zouden de twee beginselen, volgens welke, naar de bewering van zekere sociologen, het leven der volken zich ontwikkelt, twee Kamers in 't leven roepen, die zij door hunnen geest zouden bezielen. Van eenen anderen kant zouden alle burgers, volgens de omstandigheden van het maatschappelijk leven in groep vereenigd, persoonlijk handelende, uitgaande van hunne politieke betrachtingen, de leden der eerste Kamer verkiezen. Dezer taak zou wezen « de vraagstukken te onderzoeken met het oog op het » algemeen, gezamenlijk belang, dat boven het bijzonder belang staat; » zij zou het algemeen belang verdedigen tegen de mogelijke samenspanning » van verschillende bijzondere belangen. » Maar de burgers behooren niet alleen tot de verschillende politieke groepen van een land : gemeente, provincie, natie ; zij behooren ook tot eene orde van arbeid of maatschappelijke ontwikkeling, tot een maatschappelijk beroep ; naar die verschillende toestanden gegroepeerd, zouden zij deelnemen aan de verkiezing der leden van de tweede Kamer, vooral het oog houdende op 't belang van het ambt dat zij uitoefenen. En de rol dezer tweede Kamer zou « op eene over- » wegende wijze bestaan in het onderzoek der bijzondere belangen en, » desnoods, uitloopen op eene verzoening bij middel van minnelijke schik- » kingen en wederzijdsche toegevingen. »

Het lot, door uwe Commissie aan dat ontwerp voorbehouden, kon niet twijfelachtig wezen. Zij had, bij artikel 47, het algemeen stemrecht verworpen ; het scheen niet mogelijk dat zij het aannam bij artikel 53 ; zij had het stelsel der vertegenwoordiging van de belangen, op de verkiezing van beide Kamers toegepast, van de hand gewezen ; 't scheen nog moeilijker het alleen voor de Senaatsverkiezing aan te nemen. Immers, men kan niet gemakkelijk begrijpen waarom het stelsel, indien het goed is, enkel voor den Senaat behouden zou blijven ; wat verwacht men van de toepassing van dat beginsel ? Ongetwijfeld dat het den brutalen invloed van 't getal bestrijde of verzachte ; maar die weldadige werking zou voorzeker even nuttig kunnen toegepast worden op de verkiezing voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers als op die der andere Kamer ! Door welke kiesche beredeneering zal de burger, geroepen om wellicht denzelfden dag zijne afgevaardigden voor de twee vergaderingen te verkiezen, zich in de eene verkiezing kunnen onttrekken aan de beweegredenen die hem in de andere verkiezing deden handelen ? Daarenboven, welke onverzoenbare vijandigheid zou men niet doen ontstaan tusschen beide vergaderingen, indien men er in gelukt ze voor het onderzoeken der maatschappelijke vraagstukken van eenen verschillende geest te doordringen ! want beide Kamers zullen noodzakelijk moeten beraadslagen over dezelfde vraagstukken ; van beide zijden zal men uitspraak moeten doen over dezelfde maatschappelijke belangen ; zal men ze, in beide vergaderingen, van twee verschillende standpunten onderzoeken ? Dat zou de oorlog wezen ! Zal men integendeel van hetzelfde standpunt uitgaan, 't is te zeggen van dit der menigvuldige maatschappelijke belangen, zoo op zich

zelve als in hunne overeenbrenging en hunnen onderlingen samenhang? In dat geval wordt de vertegenwoordiging der belangen een ijdel woord! Deze tegenwerpingen moeten gevoegd worden bij de redenen die de Commissie noopten de stelling van den heer Helleputte te verwerpen; eene dezer redenen (deze alleen zou voldoende wezen) is de practische onmogelijkheid om, in de tegenwoordige voorwaarden van onzen maatschappelijken toestand, het stelsel der vertegenwoordiging van de belangen te verwezenlijken.

Om een verschil te maken tusschen Senaat en Kamer van Volksvertegenwoordigers, heeft het nationaal Congres zich enkel bezig gehouden met de voorwaarden tot verkiesbaarheid. De voorstellen van den heer Hanssens, over artikelen 53 en 56, vragen integendeel dat onderscheid voor de samenstelling van twee verschillende kiezerskorpsen; dat denkbeeld hebben zij gemeen met het stelsel van den heer Feron; doch daar houdt de gelijkenis op. Voor den heer Hanssens blijft de Senaat vooral een politiek lichaam. Het kiezerskorps dat hij in 't leven roept, vertegenwoordigt de algemeene belangen des volks. Maar dat kiezerskorps is een puik korps, samengesteld uit mannen van gezag op maatschappelijk gebied, gekozen in de politiek, de schoone kunsten, de letteren, het onderwijs, de diplomatie, de magistratuur, het leger, de eerediensten, het bestuur, enz.; men vindt er ook afgevaardigden in, verkozen door nijverheid, arbeid, handel, landbouw, enz.; eindelijk, men treft er al de burgers in aan die eene som van 400 frank aan rechtstreeksche belastingen betalen; de wet zou nieuwe klassen van kiezers mogen voegen bij die welke de voorsteller opsomt. Daarentegen schaft de heer Hanssens den senatorialen cijns af.

Dat is eene willekeurige samenstelling van het kiezerskorps; men ziet niet op welke beginselen de verschillende keuzen of uitsluitingen van den voorsteller gegrond zijn; zij geeft onrechtstreeks aan de uitvoerende macht eenen aanzienlijken invloed voor de benoeming der senatoren; eindelijk, levert zij eene verwikkeling op die eene Senaatsverkiezing tot eene lastige verrichting zou maken. Het ontwerp van den heer Hanssens werd met eenparige stemmen verworpen.

Eindelijk komen de voorstellen der Regeering; evenals de ontwerpen waarover wij hierboven spraken, wijzigen zij én artikel 53 én artikel 56 der Grondwet; zij breiden de voorwaarden tot verkiesbaarheid uit, en door een soort vergoeding beperken zij, wat den ouderdom betreft, het kiesrecht; zij passen op den Senaat de verplichtende stemming toe, en deze zou in de gemeente geschieden.

Aangaande de verkiesbaarheid, stelde de Regeering drie wijzigingen voor: volgens haar ontwerp, daalde de ouderdom van veertig jaar op vijf-en-dertig jaar; het was voldoende, in plaats van 4,000 gulden rechtstreeksche belastingen te betalen, zekere hooge bedieningen of betrekkingen, door de wet bepaald, te hebben bekleed; ofwel eigenaar te zijn van onroerende goederen in België gelegen, van eene waarde van 500,000 frank, ofwel, in zijne provincie, op de lijst te staan der hoogst aangeslagen burgers, die lijst opgemaakt in de verhouding van 1 op 4,000 inwoners; in dit laatste geval zou men niet verkiesbaar zijn in het gansche rijk, maar enkel in zijne

provincie. De teksten der Regeering werden, in den vorm, gewijzigd door den heer de Smet de Naeyer.

Uwe Commissie had eerst, in zitting van 10 November 1892, den ouderdom van vijf-en-dertig jaar aangenomen ; 't is waarschijnlijk op die stemming dat de brief wees van den heer Beernaert, in dato van 30 Décembre 1892, den ouderdom van vijf-en-dertig jaar vaststellende. Bij een tweede onderzoek, werd er door sommige leden aangedrongen op het voordeel om den Senaat samen te stellen uit mannen van rijpen leeftijd, geheel gevormd door levens onderwinding; zij deden opmerken dat die grens van ouderdom, waarborg van wijsheid, tot hoegenaamd geen bezwaar had aanleiding gegeven ; op hare eerste zienswijze terugkomende, is de Commissie dat denkbeeld toegetreden en heeft ze den ouderdom van veertig jaar behouden. Zij heeft ook de nieuwigheid aangenomen waarbij als verkiesbaar wordt beschouwd de eigenaar van onvoerende goederen in België gelegen, van eene waarde van minstens 500,000 frank (10 stemmen voor, 4 stemmen tegen). Heden ten dage, daar de rijkdom aan roerende goederen eene aanzienlijke uitbreiding heeft genomen en voor een deel bijdraagt tot de samenstelling van bijna alle de fortuinen, is de eigenaar van onroerende goederen eener waarde van 500,000 frank, over 't algemeen in 't bezit van een aanzienlijk fortuin ; bij de grondlasten welke hij betaalt, het bedrag voegende van zijne personeele belasting, misschien van zijne patenten, moet hij, naar alle waarschijnlijkheid, gerangschikt worden onder de meest belaste burgers zijner provincie. En nochtans, eene herziening der grondbelasting, welke het voorwerp schijnt van de wenschen van 't meereendeel, zou hem de voorwaarden tot verkiesbaarheid kunnen ontnemen ; die uitslag schijnt niet redelijk, en 't is om zulks te vermijden dat de wijziging werd aangenomen.

Wij kunnen opmerken dat tot hiertoe de Commissie getrouw is gebleven aan de beginselen die het nationaal Congres tot leiddraad dienden bij de samenstelling des Senaats ; de gedane wijziging is gering en wijkt niet af van den algemeenen geest der inrichting. Wij zullen de Commissie eenen weg zien betreden die er lichtelijk van afwijkt en trachten den aard te wijzigen der waarborgen van onafhankelijkheid en van duurzaamheid welke het Congres in het fortuin der senatoren had gezocht. Artikel 55 eischt van den senator het betalen van een vast bedrag belastingen en bepaalt op 1 voor 6000 het minimum der verkiesbaren ; uwe Commissie, in overeenstemming met de Regeering, schaft de bepaling af van het bedrag der belastingen en breidt het minimum der verkiesbaren uit tot 1 op 4000 ; daarenboven maakt zij den Senaat toegankelijk voor de burgers die hooge bedieningen of hooge maatschappelijke standen bekleed hebben. Laat ons opmerken, tot uitlegging der teksten, eerst en vooral dat de meest belaste burgers enkel verkiesbaar zijn in hunne provincie ; ten tweede, dat de groote eigenaars van onroerende goederen, indien ze zich bevinden onder de hoogst aangelagenen, zullen begrepen zijn in de verhouding van 1 op 4000 inwoners, welke wij hebben aangeduid. De Commissie denkt dat de uitgeoefende hooge bedieningen, de bekleede maatschappelijke standen verdienste laten veronderstellen;

die veronderstelling is, in wezenlijkheid, dikwijls juist; en in iedere samenleving, zij moge aristocratisch zijn of democratisch, levert de erkende verdienste, tot macht of eer geroepen, voor de maatschappelijke zekerheid, eenen even vasten waarborg op als geboorte of fortuin. De voorwaarde van 't betalen van 4000 guldens afschaffende, brengt uwe Commissie den grondwettelijken tekst in overeenstemming met eenen feitelijken toestand welke in verscheidene provinciën bestond; met uit te breiden tot 4 op 4000 inwoners het getal verkiesbaren dat reeds vermeerderd wordt door de bijvoeging van nieuwe klassen, heeft uwe Commissie de keus der kiezers willen vergemakkelijken; die bepaling komt voor als eene toegeving aan den vooruitgang van de democratische denkbeelden. In strijd met de meening der Regeering, heeft uwe Commissie gedacht dat het beter is de nieuwe klassen verkiesbaren in de Grondwet op te nemen, in stede van ze aan de wet over te laten; zij wil niet toelaten dat de gedane toegevingen later worden uitgebreid door eenecenvoudige beslissing van de gewone wetgeving.

In de voorstellen der Regeering, vonden de nieuwe bepalingen welke wij daareven ontleed hebben, eene vergoeding en als een tegenwicht in de ouderdomsvoorwaarde aan de kiezers voor den Senaat opgelegd: de heer Minister van Financiën bepaalde den ouderdom dier kiezers op vijf-en-dertig jaar. Tot staving dier bepaling, heeft men gezegd dat het de natuurlijke rol van den Senaat was over de Kamer van Volksvertegenwoordigers toezicht uit te oefenen, zijne wijsheid en behoudsgezindheid te stellen tegenover de mogelijke wegslepingen dier vergadering, haar tot teugel te strekken en zich desnoods tusschen haar en de koninklijke macht te plaatsen, ten einde iedere krenking of iedere gevaarlijke botsing te vermijden; dat die zending des te noodiger werd daar de Kamer van Volksvertegenwoordigers, het uitvlocisel wordende van eene grootere massa kiezers, misschien zou geneigd zijn zich meer gezag toe te eigenen; dat men overigens diende, ten minste voor den Senaat, de gevolgen te matigen van het nieuw regiem bij artikel 47 aangenomen, door hetwelk de gemiddelde ouderdom der kiezers zou verlaagd zijn; dat, om een ernstig toezicht, een doelmatig evenwicht te verzekeren, het noodig was van de kiezers voor den Senaat, meer rijpheid, meer ondervinding, eenen door den ouderdom meer beproefden behoudszin te eischen.

Doch, van den anderen kant, heeft men staande gehouden dat het gezag van den Senaat kleiner zou wezen, indien het gesteund was op een min talrijk kiezerskorps, dat men dat gezag meerdere kracht zou bijzetten, door de grondslagen waarop het zou rusten uit te breiden; dat men moest vreezen voor onoverkomelijke botsingen tusschen beide Kamers, tot groot nadeel van den openbaren vrede, indien men niet in beroep kon gaan bij eenen zelfden rechter wegens tegenstrijdige beslissingen door de twee vergaderingen genomen; dat de ondervinding gesproken had en dat, sedert 1831, de Senaat, gesproken uit hetzelfde kiezerskorps als de Kamer van Volksvertegenwoordigers, alle de diensten had bewezen, welke het Congres van zijne inrichting verwachtte.

Die tweede meening heeft gezegevierd, en met acht stemmen tegen vijf en

twee onthoudingen heeft de Commissie de ouderdomsgrens van vijf-enderdig jaar verworpen.

De eenige wijziging aan den tekst van artikel 53 bestaat in de weglating der woorden « naar gelang der bevolking van iedere provincie », welke weglating gebeurde om elken grondwettelijken hinderpaal voor de evenredige vertegenwoordiging uit den weg te ruimen.

Daar uwe Commissie de inrichting van den Senaat niet heeft doen steunen op den grondslag van de vertegenwoordiging der belangen, heeft het haar nutteloos geschenen in artikel 54 de mogelijkheid te voorzien om 't getal senatoren te vermeerderen; zij heeft de in dien zin gedane voorstellen verworpen.

De nieuwe regel van artikel 57 wordt verklaard door de toelating van nieuwe klassen verkiesbaren.

Bij artikel 58, stelde de Regeering voor te zeggen : « Op den ouderdom van achttien jaar zijn de vermoedelijke erfgenaam des Konings en de andere Belgische prinsen der koninklijke familie van rechtswege lid van den Senaat. Zij hebben maar beraadslagende stem op den ouderdom van vijf-entwintig jaar. » De tegenwoordige tekst der Grondwet werd behouden door 6 stemmen tegen 4; vier leden hebben zich onthouden.

De Verslaggever,

ERNEST MELOT.

De Voorzitter,

T. DE LANTSHEERE.



BIJLAGE.

Tegenwoordige tekst der Grondwet.

ART. 53.

De leden van den Senaat worden, naargelang der bevolking van iedere provincie, verkozen door de burgers die de leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers verkiezen.

ART. 54.

De Senaat bestaat uit een getal leden gelijk aan de helft der leden van de andere Kamer.

ART. 56.

Om tot senator te kunnen verkozen worden en het te blijven, moet men :

1° Belg zijn door geboorte of de groote naturalisatie verkregen hebben ;

2° Zijne staatkundige en burgerlijke rechten genieten ;

3° Zijn wettig woonverblijf in België hebben ;

4° Ten minste 40 jaar oud zijn ;

5° In België ten minste 1,000 gulden rechtstreeksche belastingen betalen, patenten inbegrepen.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 53.

De leden van den Senaat worden verkozen door de burgers die de leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers verkiezen ; de stemming geschiedt in de gemeente, behoudens de uitzonderingen door de wet te bepalen.

ART. 54.

Behouden.

ART. 56.

Behouden.

5° Eigenaar zijn van onroerende goederen in België gelegen, van eene waarde van minstens 500,000 frank.

Zijn ook verkiesbaar wanneer zij de vier eerste voorwaarden bij dit artikel vermeld in zich vereenigen.

In elke provincie, de hoogst aangeslagen burgers der provincie in de verhouding van 1 op 4,000 inwoners.

In het gcheele rijk, de burgers behorende tot een der volgende klassen :

Ministers ;

Tegenwoordige tekst der Grondwet.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Oud-Ministers;

Ministers van Staat ;

Aartsbisschoppen en bisschoppen van van een diocese (katholieke eeredienst) leeraar voorzitter van het evangelisch consistorie te Brussel ; opperrabbijn van het israëlitisch consistorie te Brussel ;

Oud-gevolmachtigde ministers of zaakgelastigde ministers die werkelijk deze bedieningen hebben vervuld ;

Gevolmachtigde ministers of zaakgelastigde ministers in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Oud-hoofdofficieren van het leger die werkelijk deze bedieningen hebben vervuld ;

Oud-hoofdofficieren van het leger, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Oud-hoofdofficieren der burgerwacht die werkelijk deze bedieningen hebben vervuld ;

Oud-leden van het Verbrekingshof en van zijn parket ;

Eerstevoorzitter van het Verbrekingshof in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Procureur generaal en advocaten generaal bij het Verbrekingshof in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Raadsleden van het Verbrekingshof in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Oud-raadsleden van het Hof van beroep ;

Voorzitter van een Hof van beroep in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Procureur generaal bij een Hof van beroep in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Raadslid van een Hof van beroep sedert twaalf jaar in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Oud-dekenen of dekenen van de orde der advocaten bij de Verbrekingshoven of bij een Hof van beroep, tweemaal gekozen ;

Bestuurder of oud-bestuurder van eene

Tegenwoordige tekst der Grondwet.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

der drie klassen van de koninklijke Academie van wetenschappen, van letteren en van schoone kunsten van België ;

Voorzitter of oud-voorzitter der Koninklijke Academie van geneeskunde ;

Bestuurder of oud-bestuurder van de Vlaamsche koninklijke Academie ;

Titelvoerende leden der verschillende hierboven vermelde academiën, sedert twaalf jaar ;

Rectoren en hoogleeraren van eene der vier hoogeschoolen sedert vijftien jaar, met verplichting, voor de lecraren van het officieel onderwijs, tusschen beide te kiezen ;

Oud-gouverneurs van provincie ;

Oud-gouverneurs van provincie in bediening, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Oud-leden eener bestendige afvaardiging die hun mandaat vervuld hebben sedert acht jaar ;

Leden eener bestendige afvaardiging in bediening, welke hunne bediening vervuld hebben sedert acht jaar, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Oud-secretaris generaal van een ministerie ;

Oud-voorzitter van de Rekenkamer ;

Voorzitter van de Rekenkamer met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Leden van de Rekenkamer sedert twaalf jaar, met verplichting tusschen beide te kiezen ;

Voorzitter of oud-voorzitter van den Hoogeren raad van nijverheid en koophandel :

Voorzitter van den Hoogeren raad van het werk ;

Voorzitter of oud-voorzitter van den Hoogeren raad van den openbaren gezondheidsdienst.

N. B. Bovenstaande lijst is vastgesteld geworden door de Commissie van den Senaat; ze werd voorloopig en onder alle voorbehoudingen, door de Commissie der Kamer aangenomen ; verscheidene leden

Tegenwoordige tekst der Grondwet.**Tekst voorgesteld door de Commissie.****ART. 57.**

De senatoren genieten noch jaarwedde noch schadeloosstelling.

ART. 58.

Op den ouderdom van achttien jaar, is de vermoedelijke erfgenaam des Konings van rechtswege senator. Hij heeft maar be-
raadslagende stem op den ouderdom van vijf-en-twintig jaar.

hebben er uitbreidingen aan voorgesteld ;
anderen vroegen beperkingen.

ART. 57.

Behouden.

Zij genieten het kosteloos vervoer in
dezelfde voorwaarde als de leden der Ka-
mer van Volksvertegenwoordigers.

ART. 58.

Behouden.

